

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.933

**L'Etat ne s'engage pas au-delà de 2017,  
Tereos refuse de négocier une nouvelle Convention Canne**

**Les planteurs continuent le mouvement  
Pas de coupe, usines bloquées**



Les planteurs sont engagés dans une bataille pour leur survie. Les usines seront encore bloquées aujourd'hui.

**H**ier, les représentants des planteurs ont rencontré l'Etat et la direction de Tereos Océan Indien, propriétaire des deux dernières usines sucrières. Au cœur du problème, l'avenir de la filière canne avec la perspective de la fin des quotas et du prix garanti en 2017. Après cette date, le sucre produit à La Réunion sera soumis à la concurrence mondiale. L'Etat a refusé de s'engager pour le moment à continuer à soutenir la filière après 2017, renvoyant cette question à un prochain séjour de François Hollande dans notre île. Quant à l'industriel Tereos, il veut prolonger la Convention Canne actuelle qui expire à la fin de l'année jusqu'en 2017. Dans l'attente d'une réponse ferme et définitive de l'Etat, les planteurs veulent une nouvelle Convention Canne pour 2015-2017. Tant que l'industriel ne voudra pas négocier une nouvelle Convention Canne, les planteurs maintiendront le blocage des plates formes de livraison de canne et des usines sucrières.

Depuis jeudi, à la veille de l'arrivée prévue de François Hollande dans notre île, toute la filière canne est à l'arrêt. A l'appel de la CGPER, les planteurs ont commencé une mobilisation. Depuis jeudi, toutes les plates formes

de livraison de canne à sucre sont bloquées, et tout transport de cannes vers les deux usines sucrières n'est plus possible. L'annonce du report de la visite du président de la République n'a pas

désamorcé le mouvement. Des conseillers du chef de l'Etat et de la ministre des Outre-mer ont en effet précédé la délégation parisienne et étaient dans notre île depuis jeudi. Si François Hollande n'est pas venu,

alors qu'il mette en pratique les déclarations qu'il comptait tenir ce vendredi dans la cour de l'usine sucrière de Bois-Rouge. Tel était en substance le message des planteurs depuis jeudi soir.

### Comment compenser le coût de production?

Le rendez-vous est décisif pour la filière. En effet, en 2017 le quota de 300.000 tonnes et le prix d'intervention n'existeront plus. Pour la première fois depuis que La Réunion est intégrée dans l'Union européenne, elle n'aura plus la certitude d'écouler toute sa production sucrière en Europe. Jusqu'en 2017, l'Union européenne a en effet l'obligation d'acheter le sucre produit à La Réunion qui ne trouve pas preneur sur le marché. Le prix est garanti, indépendant des fluctuations du cours mondial, et il doit constituer la base d'un revenu décent pour les planteurs de canne.

Actuellement, l'Etat verse 90 millions d'euros de subvention. Pour que le sucre réunionnais puisse se vendre au même prix que le sucre de betterave après 2017, il faudrait augmenter cette aide de plus de 30 millions d'euros. Le 6 mai dernier, lors d'une audition devant les députés de la Délégation

à l'Outre-mer, le président de Tereos Océan Indien avait évalué à 200 millions d'euros le montant des subventions nécessaire à la compétitivité du sucre réunionnais sur le marché mondial après 2017. C'est pourquoi la déclaration de François Hollande ce vendredi devant l'usine de Bois-Rouge était très attendue. Mais le crash de l'avion d'Air Algérie a entraîné le report de sa visite.

### Négociations bloquées

Jeudi et vendredi, des rencontres ont eu lieu au siège de la Direction de l'agriculture et de la forêt. Autour de la table, les représentants des planteurs, ceux de Tereos et l'Etat. Au bout de plusieurs heures de discussions, la situation est la suivante:

- L'Etat maintient son aide jusqu'en 2017, c'est-à-dire tant que le sucre réunionnais bénéficie d'un prix garanti, qu'il soit vendu ou pas. Pour l'après 2017, il faudra attendre la prochaine visite de François Hollande. Ce sera donc le président de la République en personne qui décidera de la mort ou de la survie de la filière canne et des 30.000 emplois en dépendant.

- Tereos veut prolonger la Convention canne expirant sur la campagne de

commercialisation 2014-2015 jusqu'en 2017. Cette convention signée par les planteurs et l'industriel fixe le prix de la canne. Tereos ne s'engage donc pas plus que l'Etat.

- Les planteurs sont dans l'attente d'un soutien de François Hollande à la filière au-delà de 2017, se traduisant par une augmentation de 30 millions d'euros des subventions de l'Etat. Pour l'immédiat, les planteurs demandent d'une part de laisser l'actuelle Convention Canne expirer à la date prévue. D'autre part, ils revendiquent une nouvelle Convention pour 2015-2017, prenant en compte la hausse continue des charges de production. Le prix de la canne payé par l'industriel n'a pas bougé depuis 20 ans, les planteurs veulent donc augmenter le prix de la canne.

Devant le refus de Tereos de discuter d'une nouvelle Convention Canne, les planteurs ont décidé de maintenir le mouvement de grève de la coupe. Les usines sucrières ne seront pas livrées en matière première tant que l'industriel Tereos refusera de négocier une nouvelle Convention Canne.

**Manuel Marchal**

## Communiqué de la préfecture

Le déplacement du Président de la République a dû être reporté en raison des événements tragiques survenus hier suite au crash du vol d'Air Algérie au dessus du Mali. L'ensemble des séquences des 25 et 26 juillet a ainsi été annulé, dont la séquence à l'usine de Bois-Rouge.

A l'occasion des rencontres avec les acteurs des filières agricoles tenues à la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt jeudi 24 juillet, les trois conseillers du Président de la République, du Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, et de la Ministre des outre-mer, ont entendu les demandes exprimées et ont réaffirmé le soutien de l'Etat à l'agriculture réunionnaise.

De manière concrète, les indemnités attendues pour les calamités agricoles dans le cadre du fonds de secours, concernant Béjisa et les recours Dumilé et sécheresse 2012, ont été déléguées, pour un montant total de 7 millions d'euros concernant 1224 bénéficiaires. Le versement sur les comptes des bénéficiaires débutera à partir de la semaine prochaine.

Concernant l'épisode de sécheresse 2013, l'accord a été obtenu pour mobiliser le fonds de secours. Un arrêté préfectoral reconnaissant l'état de calamité agricole et

précisant les productions et les zones retenues sera pris dans les prochains jours.

Par ailleurs, l'Etat reconnaît le rôle majeur de la filière canne en tant que pivot de l'ensemble des filières agricoles et s'engage à garantir les montants actuellement versés dans le cadre de la convention canne jusqu'en 2017. A l'occasion de sa prochaine visite sur l'île de La Réunion, le Président de la République échangera avec les représentants de la filière pour tracer avec eux les perspectives d'avenir de cette filière au-delà de cette date.

Il ressort par ailleurs des échanges que la viabilité de cette filière passe par le maintien des deux usines sucrières, dont celle de Bois-Rouge, mais également des centres de réception des cannes («balances») qui a fait l'objet d'un accord tripartite entre les industriels, les planteurs et l'Etat en date du 24 mars 2014. Cet accord a pour but de consolider et de sécuriser l'ensemble de l'organisation logistique du transport de la canne dans le respect impératif de compétitivité de la filière. Concrètement, l'Etat a engagé l'expérimentation de la procédure de PIG («projet d'intérêt général») pour préserver, pour l'avenir, les capacités opérationnelles des balances.

## Édito

# Où va Hollande ?

Les chiffres du chômage publiés par Pôle Emploi ne sont pas bons pour Hollande. La France est le seul pays où les manifestations pro-palestiniennes dégénèrent. Obama vassalise la France. Les Réunionnais l'attendaient fermement.

En juin, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, c'est à dire sans aucune activité, a progressé de 10.300 individus. Si on intègre les autres catégories le chiffre atteint 23.100 individus. Ainsi la situation sur le front de l'emploi ne se redresse pas. On doit s'attendre au pire avec l'arrivée sur le marché du travail des jeunes diplômés ou non qui ont quitté le cycle scolaire. C'est dans ce contexte de dégradation sociale que le gouvernement, les Députés et Sénateurs vont se croiser pour débattre du budget 2015. Pour mémoire, le chiffre total des chômeurs atteint 5.343.100, un chiffre qu'il faut mettre en comparaison avec la déclaration de Mitterrand, en 1981, quand il dénonçait Giscard d'Estaing qui n'arrivait pas à juguler la montée du chômage qui frôlait les 2 millions de personnes! Hollande est déstabilisé. Et, personne ne sait où va la France, mais surtout où va Hollande!

Alors que toute la communauté internationale dénonçait l'invasion de Gaza par Israël, le Président Français apportait son soutien au Premier ministre envahisseur, Netanyaou! Il lui a fallu faire marche arrière. Les jours suivants ont donné raison à ses détracteurs qui ont fini par descendre dans la rue, en grande masse. Et, c'est justement la peur de la grande masse qui a poussé le gouvernement à interdire les manifestations contre les colonialistes israéliens. Cela

se passe, en France, sous le règne de la gauche. Du jamais vu au pays des Droits de l'Homme!

La position de Hollande est si fragile que Obama en profite pour l'obliger à le suivre. Il y a eu l'épisode de la peine infligée à BNP qui se monterait à près de 9 milliards euros! La France n'a même pas réagi pour sanctionner les intérêts des Etats Unis. Pire, elle a envoyé des émissaires supplier Obama, qui a répondu sèchement que dans son pays la justice est indépendante. La France aurait pu atténuer son arrogance en lui lançant à la figure l'invasion de l'Irak à partir de faux et usages de faux. Comme Hollande n'a rien fait, Obama a senti ses faiblesses. Il lui impose maintenant de ne pas honorer un contrat avec la Russie, pendant que lui, Obama, continue le partenariat spatial avec la Russie.

Et, c'est cet homme que toute La Réunion attendait pour redresser la situation économique et sociale. Ici et Maintenant! Il n'est pas venu. Les problèmes demeurent. Que feront les élus? Ils ont les orteils à La Réunion et la tête à Paris. Le Président n'est pas venu, certes, il a des raisons légitimes, mais rien ne l'empêche de faire sa déclaration, depuis Paris. C'est un cas d'Ecole. Cela aurait pu éviter le déplacement de plusieurs centaines de policiers, de ministres et collaborateurs qui coûtent très cher à l'Etat. Les problèmes sont connus. Il lui suffit de répondre.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69<sup>e</sup> année

### DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

### RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
ÉMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

### ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)



## Rassemblement de l'Intersyndicale devant la préfecture

# Dialogue social, question cruciale

**M**algré la pluie et l'annulation de la venue du chef de l'état François Hollande, l'intersyndicale a tenu à organiser sa mobilisation devant la préfecture. Une foule s'est réunie pour «apporter notre message» contre l'ANI et le pacte de responsabilité, dans un contexte économique et social réunionnais «de plus en plus dégradé».



Les prises de parole des dirigeants de l'Intersyndicale.

Au cours de cette mobilisation deux partis politiques étaient visibles, le Parti Communiste Réunionnais et le Parti de gauche, venus dénoncer la politique gouvernementale, notamment sur la filière canne.

### Conscient de l'annulation, pourtant

Tous s'accordent à dire qu'ils ont compris les raisons de l'annulation de la

venue de François Hollande à La Réunion, dans la zone Océan indien, plus largement. Cependant, «nous avons des raisons légitimes à dire notre mécontentement» a indiqué Ary Yee Chong Tchi Kan, secrétaire général du PCR.

De son côté, Janick Cidney de FO, la mobilisation est «symbolique», «on comprend le contexte, il y a une urgence sociale, le président doit prendre des mesures concrètes pour l'emploi à La Réunion». Ce dernier a souhaité «être présent et continuer à être sur le terrain». Une présence qui va s'accroître

pour l'ensemble des syndicats, qui annonce comme l'Unef Réunion, «une rentrée difficile».

Pour Checkouri Stéphane de Saiper, la pilule est dure à avaler concernant les rythmes scolaires, qui vont entraîner des disparités entre communes ayant les moyens ou pas de mettre en place du périscolaire. D'ailleurs, concernant les travailleurs, l'intersyndicale a assuré qu'il n'y a pas «de développement sans justice sociale». Ajoutant que «notre société ne peut pas vivre sans que le salariat ne soit reconnu comme producteur de





Rassemblement des syndicats pour demander un véritable dialogue social à La Réunion.



Une délégation du PCR est venue apporter son soutien à la manifestation des syndicats.

richesse et non pas comme un coût», une référence à la remise en cause du code du travail pour le gouvernement et les annonces de flexibilité du travail et du salariat.

Johny Michel de Solidaires a donné « rendez-vous dans quelques jours, quelques semaines pour décider d'une nouvelle mobilisation. On espère qu'on sera plus nombreux », car il y a « la nécessité du dialogue social ».

### Un retour au dialogue social

Pour Marie-Hélène Dor, de la FSU, malgré le peu de mobilisation « le message mérite d'être répété. On aspire à un vrai dialogue social, on a vu les promesses qui n'ont pas été respectées ». « Le dialogue social doit réhabiliter le travail et passer par de nouveaux droits pour le salarié

permettant notamment de dépasser sa sujétion à l'employeur et d'intervenir sur les choix de l'entreprise », a assuré l'intersyndicale.

Entendu à la préfecture, l'intersyndicale a déposé une « adresse au président de la République » mettant en exergue la situation économique et social de La Réunion qui « ne cesse de se dégrader ». Reposant les revendications contre le pacte de responsabilité et l'accord national interprofessionnel, l'intersyndicale dénonce l'« offensive du patronat exigeant encore plus d'argent public » et « sans que n'apparaisse à aucun moment la moindre proposition de contreparties ».

Une position dénoncée par l'intersyndicale qui a indiqué que « le sentiment chez les salariés de payer de leur poche pour el patronat est fort, le sentiment d'injustice de votre politique grandit ». En effet, faute de dialogue social et

récemment l'échec de la conférence sociale, ont poussé les syndicats à durcir le ton envers François Hollande et les patronats, « le Medef n'aura jamais autant gagné depuis le début du mandat de François Hollande », a expliqué Perceval Gaillard, du Parti de gauche. Pour ce dernier, « la politique du gouvernement est une politique d'austérité », qui d'ailleurs « accentue l'austérité et en produit encore plus », pour Ivan Hoareau de la CGTR. Face à cela, l'intersyndicale et les partis politiques présents ont souhaité « une autre politique ». « Une politique qui tourne le dos à l'austérité et réponde aux exigences sociales. Une politique de la relance et de la demande est une nécessité économique et sociale. L'austérité ne crée pas d'emplois, elle en détruit », a assuré l'intersyndicale dans son adresse.

Céline Tabou





Elodie, Gilles Leperlier, Idriss Rangassamy, Laurent Suzanne, Christelle

## **Nou Lé Kapab AJFER et GPX974 mobilisés pour l'emploi des Réunionnais**

### **«Plus de temps à perdre»**

**A** l'occasion d'une conférence de presse Nou Lé Kapab (AJFER) et le GPX974 ont réagi à la non venue du chef de l'état François Hollande à La Réunion. Comprenant les raisons de son absence, les deux organisations estiment que ce dernier aurait pu faire ces annonces depuis Paris.

Le président «aurait pu faire des annonces depuis là où il est, notamment sur la question de la régionalisation de l'emploi à La Réunion, qui devait être un des temps fort de sa visite», a indiqué Gilles Leperlier, président de Nou Lé Kapab (AJFER). Parmi ces annonces, les solutions proposées par le rapport de Patrick Lebreton, concernant la Police nationale, a expliqué Idriss Rangassamy,

de GPX974.

#### **Les postes «échappent encore aux Réunionnais»**

Rappelant les chiffres du chômage (29%, dont 56% chez les moins de 25 ans), de la pauvreté (42%), de la population en emploi (287.000) et du nom-

bre de personnes inscrites au Pôle Emploi (+171.000), Gilles Leperlier a assuré que François Hollande pouvait, «sans attendre sa prochaine venue, annoncer ces mesures, car la situation continue à se détériorer».

«Il existe des compétences à La Réunion, il y a près de 9.000 bacheliers chaque année, des jeunes compétents et formés qui peuvent occuper les postes», qui leur échappent encore, a

## Deux jeunes professeures mutées

Elodie vient d'obtenir son affectation à Versailles, une situation jugée «très difficile» pour la jeune femme, qui ne sait plus «ce que je dois faire». En effet, au rectorat le maître mot est «démission» en cas de contestation de l'affectation. Un constat fait par les deux jeunes femmes qui dénoncent la non prise en compte des situations personnelles de chacun et le refus catégorique de la part du rectorat de donner les raisons du rejet du dossier en Commission.

Pour Christelle, mère de trois enfants et pacsée, la situation est complexe car elle a une garde partagée et doit

demander l'avis de son ancien conjoint pour pouvoir déménager, risquant de perdre sa garde. Cette dernière «fière d'avoir eu son concours», est désabusée et dans l'incompréhension face aux propositions du rectorat pour éviter la mutation: «faire état d'un handicap» ou encore «démissionner». Les deux jeunes femmes espèrent encore que le ministère tranche en leur faveur, mais les espoirs s'amenuisent au fil des semaines. D'ailleurs, la venue de François Hollande devait apporter des réponses à leur questionnement, mais désormais, les 61 mutés attendent une décision du gouvernement et du ministère de l'Éducation nationale.

expliqué le président de Nou Lé Kapab. Ce dernier a évoqué le cas des professeurs stagiaires, qui espèrent toujours d'être mutés à La Réunion «parce que des postes sont disponibles».

Dans le domaine de la fonction publique territoriale, il y a eu le cas de la DRH à la mairie de la Possession, mais aussi dans la santé, «où il y a une totale opacité et des chiffres hallucinants sur le taux de recrutement». Ce dernier a prit l'exemple de l'hôpital de Sainte Clotilde, où près de 80% des postes échappent aux Réunionnais. Dans le secteur privé, l'absence de transparence sur les recrutements de la Nouvelle Route du Littoral, ou encore l'embauche d'une personne venue de l'extérieure à Air Austral «pour la seconde fois».

Nou Lé Kapab (AJFER) constate que «globalement, tous les secteurs sont touchés d'après les témoignages que l'on reçoit tous les jours». Des témoignages qui ont été retransmis à la presse, lors de cette rencontre avec les journalistes, mettant en avant «la souffrance des gens, face à une injustice», a indiqué Gilles Leperlier.

Raison pour laquelle «il n'y a plus de temps à perdre. Il y a eu le temps des promesses lors de la campagne, il y a eu le temps de la mission Lebreton, il y a eu le temps du rapport qui traîne depuis 8 mois et qu'aucune décision n'a été prise. Et enfin, il y a l'attente de la venue de François Hollande. En attendant, cabri i mang salad», a assuré le jeune homme.

### «Des décisions doivent être prises»

Pour Idriss Rangassamy, du GPX974, «le rapport de Patrick Lebreton prend en compte les CIMM (Centre d'Intérêts

Moraux et Matériels) et l'ancienneté de la demande. C'est ce que le président devait annoncer. Cependant, on demande de vrais critères et non des critères exhaustif qui expliqueraient qui est originaire ou non».

«On ne veut pas de critère comme avoir des biens immobiliers à La Réunion, où ouvrir une micro-entreprise c'est à dire un intérêt financiers à La Réunion. Non, on veut des critères viables», tels que «le domicile de la famille des l'agent, parents ou famille jusqu'à seond degré», «domicile à La Réunion avant l'entrée dans l'administration» ou encore «le département d'obtention du concours de GPX».

Le collectif propose 10 CIMM car «on ne veut pas de critère qui entraine des dérives». D'ailleurs, Idriss Rangassamy tient à ce que les points supplémentaires pour la mutation soit possible pour la Police Nationale comme dans l'éducation nationale. Le GPX074 demande à Patrick Lebreton et au gouvernement de travailler avec le Collectif GPX afin d'appliquer les critères qu'ils proposent et permette «aux collègues d'avoir les 1.000 points de bonification pour revenir.»

«On ne peut pas chaque année, faire au cas par cas», a assuré Gilles Leperlier, pour qui il faut sortir de «cette dépendance avec les politiques qui maintiennent la population dans la précarité et la pauvreté». En effet, «il n'y a pas de justice, ni d'égalité parce qu'il faut mendier ou connaître un tel ou un tel pour pouvoir occuper les postes disponibles à La Réunion». Une situation jugée «inacceptable», et mise en exergue par la présence de deux femmes mutées en France. Ces dernières ont envoyé leurs dossiers à des parlementaires pour espérer rester à La Réunion, des réponses ont été envoyées, mais d'ici là, «les parlementaires jouent sur l'espoir des gens, ce

qui est difficile» a indiqué le président de Nou Lé Kapab (AJFER).

### «L'union est indispensable»

Face à la situation, et notamment l'importance de la bataille pour l'emploi, Gilles Leperlier a assuré qu'il faut «changer le système en profondeur». D'ailleurs, «on voit de plus en plus d'acteurs se prononcer, c'est il faut l'unité. C'est indispensable». Mais pour ce dernier, il faut aussi «arrêter de sélectionner les batailles. On ne pas monter au créneau sur certaines filières et pas sur la totalité».

Citant le cas des frais remboursés pour le personnel encadrant, le jeune homme exhorte à ce que ces frais soient également remboursés pour les professeurs stagiaires qui «devront déboursier de leur poche le billet d'avion et l'installation sur place». Nou Lé Kapab (AJFER) propose «la totale transparence dans les recrutements dans le privé et le public», «dresser les besoins en emplois sur plusieurs années, afin d'adapter les formations et les place au concours». «C'est de l'anticipation, elle doit être la priorité de nos dirigeants» a indiqué Gilles Leperlier. Et enfin, «faire en sorte que les offres d'emploi passent par Pôle emploi, pour permettre une égalité de traitement face à l'emploi». Pour les deux organisations, «la balle est dans le camp du gouvernement». Car «il y a de plus en plus d'adhésion de la population à la bataille qu'on mène. Ce qui entraine de plus en plus d'attente de décision de la part du gouvernement», a prévenu le président de Nou Lé Kapab (AJFER).

# Otè!

## Franswa la pa nnu la Rénion an shagrin !

*Ko sa ou veu? In krash lavion, dé krash, partou krash, lindonézi, lukrène, la oua-gadougou, i komans fé pèr pran lavion!*

*Pouatan sé in moyin plito sir voyazé: mé avèk bann zéta an azitasion, po pa dir an gèr, ou pé èt krintif pas si sertin téritwar.*

*Bokou landroi nana mékontan sistème politik zot péi; tan ki bouz a tèr, si ou lé loin (konm nou) ou i apersoï pa, a par dé troi biltin dinformasion...*

*Solon zot, a koz lo prézidan i anil son voyaz la Rénion? 51 Fransé mor dan lavion! Lankèt va déterminé lé rézon laksidan; lavion dézintégré! Dézintégré tou sèl ou sinon li la rosi un léksplozion in prozéktil; talèr ou vé pa inn lénmi la Frans la vanz si légzagone, a koz sak la Frans fé an Afrik i plé pa li!*

*Ou kroi si Lukrène, lo misil la pa parti intansionèlman? I apèl sa akt robélion! Li vé fé rekul ladvèrsèr. Bann Rus (Poutine) i veu rékupèr lés lo péi po zot; sirtou li veu pa Zukréniin i rant dan Lérop!*

*Mi roviin su nou; parlfèt lanilasion la vizit lo Hollande, nout tout, nou lé an pansé, ék bann mor lavion Air Algérie, la fé son Krash o Mali.*

*In péi pli grank la Frans, dézèr; mé ék lavion militèr miraz, lélikoptèr, la fine ropèr lépav; na pi riin po tiré, a par la boit noir; nora okin sirvivan.*

*An minm tan tout pèrsone la pèrd in manm zot fami, dan so laksidan lavion, la Rénion, tout la Rénion lé shagrin.*

---

*Justin*